

## **COMITÉ POUR L'APPEL AUX LAÏQUES.**

### **MANIFESTATION NATIONALE LE 8 MAI À PARIS:**

**LA «LETTRE A L'OPINION» DU C.N.A.L., NE SERA PAS DIFFUSÉE PAR LES VRAIS LAÏQUES:**

Au moment où l'offensive obscurantiste se poursuit contre l'école, au moment où la laïcité de l'état est de plus en plus bafouée, c'est avec stupéfaction et indignation que nous avons lu le texte du C.N.A.L.: «*Lettre à l'opinion publique*».

Depuis longtemps, nous avons dénoncé dans ce journal les défaillances du C.N.A.L.. Notre opposition à la gestion tripartite est bien connue. Nous avons salué avec beaucoup d'espoir la résolution laïque du congrès du S.N.I. à Toulouse en 1981, qui avait le mérite de proposer au C.N.A.L. de reprendre sa réflexion sur cette conception du tripartisme.

Nous pouvions supposer que, conscients de la pénétration cléricale dans les organisations et mouvements traditionnellement classés à gauche, avertis et informés des prétentions de la hiérarchie catholique de transformer l'école laïque en y introduisant la notion de «*caractère propre*», les responsables des cinq composantes du C.N.A.L. se ressaisiraient à temps.

Nous avons la naïveté de croire que devant l'aveuglante clarté de la tactique de l'église catholique, la fibre laïque des cinq grands sursauterait suffisamment, pour stopper la décadence, permettant ainsi de ressouder la famille laïque.

Bien que de plus en plus inquiets devant les reculades successives, mais fermement décidés, quant à nous, à ne pas capituler, nous avons la faiblesse de penser que la campagne «*vérité sur l'école publique*», décidée par le C.N.A.L., permettrait, peut-être, de relancer une action importante de reconquête de la laïcité.

La lecture du document du C.N.A.L. dissipe toute équivoque, et si quelques laïques pouvaient avoir encore quelques illusions, celles-ci ne peuvent qu'être définitivement balayées.

Diffusé à plusieurs millions d'exemplaires, signé par les secrétaires généraux de la FEN, du S.N.I.-P.E.G.C., de la F.C.P.E., de la *Ligue de l'enseignement*, des délégués cantonnaires de l'éducation nationale, ce texte officialise la présence du catholicisme, en tant que force organisée, dans les mouvements se réclamant de la laïcité.

En écrivant dans leur document que: «*les écoles publiques ont la confiance de la majorité des catholiques, ces derniers se retrouvent de plus en plus nombreux dans les associations, les syndicats, les municipalités, les partis politiques*», les responsables du C.N.A.L. tentent de nous faire croire que ces catholiques y viennent INDIVIDUELLEMENT, sans aucune coordination. Comme si les nombreuses associations catholiques missionnaires n'existaient pas! Comme si la raison même de l'existence de l'église catholique n'était pas d'étendre son emprise totalitaire à l'ensemble de la société! Comme si l'assemblée plénière de l'Episcopat français n'avait jamais déclaré en 1972: «*Dans les sociétés actuelles, les lieux où se joue le devenir se multiplient; on peut agir au niveau de l'entreprise, de l'atelier, de la région, de la commune, du quartier, par l'intermédiaire d'une association, d'un conseil de parents d'élèves, d'une association de consommateurs*».

En appelant directement (ainsi que l'a fait Edmond MAIRE, il n'y a pas si longtemps), l'église à accepter «*LES PERSPECTIVES NOUVELLES QUI PEUVENT S'OUVRIR*», qui permettront «*DE SAUVEGARDER NOS PLURALISMES*» en précisant que «*la hiérarchie catholique peut, quant à elle, trouver là l'occasion de se démarquer enfin des forces de droite. Elle ne peut plus, de bonne foi, laisser dire que la laïcité porte atteinte à la liberté ni dire que la liberté de conscience implique l'existence d'écoles religieuses financées par la collectivité*», le C.N.A.L. accepte que l'enseignement catholique rentre officiellement dans le service public: le C.N.A.L. donne raison à Louis LEGRAND qui écrivait «*une école catholique n'a plus de raison d'exister, puisqu'elle est possible en droit dans l'école publique*».

Comment également ne pas être indigné en constatant que «l'École Libératrice», organe officiel du S.N.I., dans son numéro 19 du 19.2.1983 fait l'éloge d'une lettre d'enseignants catholiques qui, certes, acceptent d'intégrer le service public, mais à une condition qu'ils expliquent ainsi:

«*Nous ne devons pas laisser passer un moment historique que seule la gauche peut mener à bien, celui de la réconciliation de toute la jeunesse de France dans une école unique, avec la possibilité de dominantes comme le prévoyait le projet ministériel*».

Il est inutile de réfléchir longuement pour comprendre que «*DOMINANTE*» est le nouveau synonyme de «*CARACTÈRE PROPRE*».

Bien entendu, le texte du C.N.A.L. ne parle pas d'abrogation des lois antilaïques, pas plus que de la revendication «*à école publique, fonds publics, à école privée, fonds privés*».

Le serment de Vincennes du 19 juin 1960 est trahi. Les 300.000 manifestants du Bourget du 9 mai 1982 sont trahis.

Les dirigeants du C.N.A.L. portent la lourde responsabilité historique de cette capitulation.

Mais il se trouve que nous, nous existons. Et que nous ne capitulons pas. Et avec nous, beaucoup d'autres qui ne partagent pas forcément tout ce que nous disons, tout ce que nous faisons, mais qui savent faire la différence entre ceux qui se couchent et ceux qui restent debout. Entre ceux qui battent en retraite, et ceux qui combattent. Le 8 mai 1983, nous serons nombreux, très nombreux, malgré les pressions, les manoeuvres, les coups-bas.

Nous ne nous arrêterons pas le 8 mai. Nous continuerons, de ville en ville, d'école en école, de syndicat en syndicat, de conseil de parents en conseil de parents, à dénoncer, à expliquer, à informer.

Et les militants des organisations seront chaque fois un peu plus nombreux à demander des comptes aux bradeurs.

**Jo. SALAMERO**  
**(20.03.83)**

-----